

Unité bi-départementale Landes et Pyrénées-Atlantiques
Antenne de Bayonne
6, allées marines
64 100 BAYONNE

Bayonne, le 17/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARL CAUP

2301 Route de GUIRETTE

—

LIEU-DIT GUIRETTE

40 250 Souprosse

Références : DREAL/UBD40-64/D2026

Code AIOT : 0100050583

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/01/2026 dans l'établissement SARL CAUP implanté Route de Guirette – 40 250 Souprosse. L'inspection a été annoncée le 13/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection objet du présent rapport s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de la DREAL.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL CAUP
- Route de Guirette - 40250 Souprosse
- Code AIOT : 0100050583
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CAUP bénéficie du récépissé de déclaration du 11/10/2024 pour l'exploitation d'une installation de traitement des matériaux d'une puissance déclarée de 162 kW ainsi que d'une aire de transit des matériaux d'une superficie de 9 000 m² sise route de Guirette sur le territoire de la commune de Souprosse.

Ses installations sont soumises à ce titre aux prescriptions des arrêtés ministériels suivants :

- arrêté du 30/06/97 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2515 : « Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels » ;
- arrêté du 30/06/97 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2517 : « Station de transit de produits minéraux solides à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques ».

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Conformité de l'installation pour la superficie des installations	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 1.1 de l'annexe I	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Propreté du site	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 2.2 de l'annexe I	Demande d'action corrective	1 mois
4	Stockage des produits dangereux	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 2.10 de l'annexe I	Demande d'action corrective	1 mois
5	Contrôle de l'accès	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 3.2 de l'annexe I	Demande d'action corrective	3 mois
6	Propreté des locaux	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 3.4 de l'annexe I	Demande d'action corrective	1 mois
7	Prélèvement	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 5.1 de l'annexe I	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Consommation	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 5.2 de l'annexe I	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
10	Mesure du bruit	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 8.4 de l'annexe I	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conformité de l'installation à la déclaration pour la puissance des installations	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 1.1 de l'annexe I	Sans objet
9	Mesure périodique de la qualité des eaux rejetées	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 5.9 de l'annexe I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate que le site n'est globalement pas correctement exploité : les installations (atelier comme espaces extérieurs) ne sont pas maintenues dans un bon état de propreté, les eaux de process de lavage des matériaux ne sont pas recyclées.

L'exploitant doit impérativement :

- procéder au nettoyage complet des espaces extérieurs de l'installation, de l'atelier et à l'évacuation de l'ensemble des déchets vers des filières appropriés conformément à la réglementation ;
- clôturer le site afin d'interdire l'accès aux personnes étrangères à l'installation ;
- supprimer le stockage des matériaux sur la parcelle 384 au nord de la plateforme technique ;
- présenter la solution retenue pour régulariser la situation administrative pour l'exploitation de cette plateforme, soit en réduisant les surfaces conformément à la déclaration du 11 octobre 2024, soit en déposant un dossier d'enregistrement relatif aux installations soumises à enregistrement ;
- mettre sur rétention tous les produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol ;
- justifier que le dispositif de prélèvement d'eau est bien relevé toutes les semaines ;
- présenter la solution technique retenue pour assurer un recyclage de l'ordre de 80 % des eaux de process de lavage des matériaux ;
- réaliser un nouveau contrôle du bruit permettant de lever la non-conformité constatée au niveau du point de contrôle ZER 1.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation à la déclaration pour la puissance des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 1.1 de l'annexe I
Thème(s) : Situation administrative, Conformité de l'installation au dossier de déclaration
Prescription contrôlée : L'installation doit être implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la déclaration, sous réserve des prescriptions ci-dessous.
Constats : L'exploitant a déclaré dans son dossier de déclaration ICPE déposé le 11/10/2024 une puissance maximale des installations égale à 162 kW, correspondant à une installation fixe de lavage et de criblage.

<p>L'inspection constate le jour de la visite la présence d'une installation de concassage et de criblage mobile stationnée à l'arrêt.</p> <p>L'exploitant déclare que cette installation mobile n'est pas utilisée sur le site de Souprosse et qu'elle y est juste stationnée dans l'attente d'une future utilisation sur d'autres sites du groupe.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant que conformément à l'article 1.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 30/06/1997, toute modification apportée par l'exploitant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conformité de l'installation pour la superficie des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 1.1 de l'annexe I
Thème(s) : Situation administrative, Conformité de l'installation au dossier de déclaration
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation doit être implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la déclaration, sous réserve des prescriptions ci-dessous.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déclaré dans son dossier de déclaration ICPE déposé le 11/10/2024 une superficie de l'aire de transit des matériaux égale à 9 000 m².</p> <p>Lors de la préparation de la visite, l'inspection constate à l'aide d'une photo aérienne via le Géoportail que l'ensemble des stockages de l'installation dépasse le seuil de la déclaration fixé à 10 000 m². Cette activité de transit de matériaux relève donc du régime de l'enregistrement pour la rubrique n° 2517.</p> <p>En outre, l'inspection constate le jour de la visite que des matériaux sont également stockés sur des parcelles situées au nord des installations de l'autre côté de la route, dans le périmètre de l'autorisation. Or l'utilisation de ces parcelles en vue d'une activité de stockage n'était pas prévue au dossier de déclaration ICPE.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de régulariser sa situation administrative :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans un premier temps, en supprimant immédiatement le stockage de matériaux sur la parcelle 384, au nord de la plateforme technique ; • en faisant réaliser dans un délai d'un mois, un relevé topographique par un géomètre indépendant de l'ensemble des surfaces concernées par ces activités, ainsi que des abords sur une distance d'au moins 50 mètres. Ce plan précisera les surfaces concernées par le stockage des matériaux (y compris des pistes d'accès aux différents stockages), l'implantation des installations de traitement des matériaux, le circuit de recyclage des eaux de lavage des matériaux et les ouvrages de traitement des eaux susceptibles d'être polluées ; • dans un délai de deux mois, en présentant la solution retenue pour régulariser la situation administrative pour l'exploitation de cette plateforme, soit en réduisant les surfaces conformément à la déclaration du 11 octobre 2024, soit en déposant un dossier d'enregistrement relatif aux installations soumises à enregistrement (rubrique n° 2517 et éventuellement la rubrique n° 2515).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Propreté du site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 2.2 de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien du site
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site. L'ensemble du site doit être maintenu en bon état de propreté (peinture, plantations, engazonnement...).
Constats : L'inspection constate le jour de la visite : <ul style="list-style-type: none">• la présence de nombreux déchets tels que bidons en plastique, fûts vides éventrés, tuyaux PVC, grillages, palettes, citernes en métal rouillée inutilisées qui jonchent le sol des extérieurs de l'installation ;• l'absence de maintenance du site en bon état de propreté ;• la présence d'un risque avéré de pollution de l'eau et/ou du sol.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de procéder au nettoyage complet de son site. Les divers déchets devront être évacués vers les filières appropriées conformément à la réglementation. L'exploitant est tenu réglementairement au maintien en bon état de propreté de ses installations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Stockage des produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 2.10 de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des produits chimiques
Prescription contrôlée : Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">• 100 % de la capacité du plus grand réservoir,• 50 % de la capacité globale des réservoirs associés [...]
Constats : L'inspection constate le jour de la visite que le stockage de tous les produits susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol n'est pas systématiquement associé à une rétention. Certains sont stockés sur des palettes, d'autres à même le sol.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de stocker sur rétention tous les produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol conformément à l'article 2.10 de l'annexe I susvisé. L'exploitant veillera à ce que les niveaux des réservoirs fixes puissent être visualisés par des jauges de niveau ou par des dispositifs équivalents. L'étanchéité des réservoirs devra être contrôlable. L'inspection rappelle que des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Contrôle de l'accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 3.2 de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir un accès libre aux installations.
Constats : Le site n'est pas clôturé et ne dispose pas de portail interdisant l'accès aux personnes étrangères à l'installation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de mettre en sécurité le site en implantant une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger devra être signalé par des pancartes. Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation doit être contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès doit être interdit.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Propreté des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 3.4 de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien du site
Prescription contrôlée : Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de poussières.
Constats : L'inspection constate le jour de la visite : <ul style="list-style-type: none">• que l'atelier dédié notamment au stockage des produits dangereux n'est ni propre ni rangé ;• que de nombreux matériels de toutes sortes (chaises, tables, grillages, outils, fûts parfois vides...) sont stockés de manière éparsée dans l'atelier et encombrent l'espace rendant impossible une circulation aisée et en toute sécurité dans l'atelier ;• la présence de multiples amas de poussières dans l'atelier.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de procéder au nettoyage et au rangement de son atelier. Les divers déchets devront être évacués vers les filières appropriées conformément à la réglementation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 5.1 de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée :

<p>Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel doivent être munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces dispositifs doivent être relevés toutes les semaines si le débit moyen prélevé est supérieur à 10 m³/j. Le résultat de ces mesures doit être enregistré et tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un relevé annuel des prélèvements d'eau à destination du process de lavage des matériaux a été transmis à l'inspection.</p> <p>L'inspection constate que la consommation en eau varie depuis 2013 entre un minimum de 20 820 m³/h et un maximum de 65 390 m³. La consommation pour l'année 2025 est de 60 930 m³.</p> <p>Le débit moyen prélevé étant supérieur 10 m³/j, le relevé du volume prélevé doit être hebdomadaire. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que ses relevés respectent cette fréquence.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de justifier que le dispositif est bien relevé toutes les semaines par la transmission du relevé des prélèvements d'eau pour l'année 2025. La consommation par semaine devra figurer dans ce relevé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 8 : Consommation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 5.2 de l'annexe I</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes les dispositions doivent être prises pour limiter la consommation d'eau [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les eaux de process des installations de lavage et de criblage des matériaux ne sont pas recyclées. L'approvisionnement en eau des installations est assuré par un pompage effectué dans un forage. Après lavage des matériaux, les eaux chargées en boues transitent successivement par surverse dans 3 bassins de décantations en série avant d'être rejetées dans l'Adour.</p> <p>Le site de traitement sert pour les matériaux extraits de la carrière de Gouts au lieu-dit « Francoun » exploitée par le même exploitant. Les eaux de process doivent être recyclées.</p> <p>Pour rappel, face à l'enjeu global de la consommation d'eau, un des enjeux fixés au schéma régional des carrières de Nouvelle-Aquitaine, approuvé le 18 septembre 2025, est de poursuivre voire d'améliorer la comptabilisation et la réduction de l'eau utilisée dans les processus de production de ressources minérales. Les processus de lavage des matériaux devront viser le meilleur rendement possible sur le recyclage de l'eau avec l'objectif pour le recyclage de l'eau d'un rendement d'au moins 80 %, mesuré entre le volume d'eau prélevé (pompe du lavage) et le volume d'apport au circuit fermé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant dans un délai de deux mois de présenter la solution technique retenue pour assurer un recyclage de l'ordre de 80 % des eaux de process de lavage des matériaux.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 9 : Mesure périodique de la qualité des eaux rejetées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 5.9 de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : <p>Une mesure des concentrations des différents polluants visés au point 5.5 doit être effectuée au moins tous les 3 ans par un organisme agréé par le ministre de l'Environnement. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué, soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.</p> <p>En cas d'impossibilité d'obtenir un tel échantillon, une évaluation des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée.</p> <p>Une mesure du débit est également réalisée, ou estimée à partir des consommations, si celui-ci est supérieur à 10 m³/j.</p>
Constats : <p>L'exploitant a transmis à l'inspection les résultats des mesures des concentrations des différents polluants visés au point 5.5 réalisées sur un échantillon prélevé le 14/10/2024 en sortie du bassin de décantation avant rejet dans le milieu naturel.</p> <p>L'inspection constate :</p> <ul style="list-style-type: none">• qu'une mesure des concentrations des différents polluants visés au point 5.5 de l'annexe I de l'arrêté ministériel susvisé a été effectuée il y a moins de 3 ans ;• que la mesure a été effectuée sur un échantillon avant rejet au milieu naturel ;• que l'ensemble des paramètres prescrits au point 5.5 de l'annexe I de l'arrêté ministériel susvisé ont été analysés et que les résultats sont conformes aux valeurs limites de concentration fixés au même point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Mesure du bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 8.4 de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Prescription contrôlée : <p>Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997.</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié.</p>
Constats : <p>L'exploitant a transmis à l'inspection les résultats des mesures du bruit réalisées le 14/10/2024.</p> <p>L'inspection constate :</p> <ul style="list-style-type: none">• qu'une mesure du bruit a été effectuée il y a moins de 3 ans par un organisme qualifié ;• que la mesure a été effectuée en 2 points en limite de propriété et 2 points en ZER ;• que le rapport de mesure daté du 17/10/2024 indique :<ul style="list-style-type: none">◦ que les mesures ont été effectuées conformément à l'arrêté du 23/01/1997 ;◦ que la mesure effectuée au niveau point de contrôle ZER 1 est non-conforme à la prescription (émergence mesurée à 10 dB(A) contre 5 dB (A) réglementairement autorisée).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant un nouveau contrôle du bruit dans un délai n'excédant pas 2 mois, permettant de lever la non-conformité constatée au niveau du point de contrôle ZER 1.

Dans le cas où cette non-conformité serait à nouveau constatée, l'exploitant mets en place rapidement un plan d'action pour la réduction des nuisances sonores et le renouvellement du contrôle des niveaux sonores dans un délai n'excédant pas 2 mois.

L'exploitant informe l'inspection de l'avancé de cette régularisation par :

- la transmission des rapports de mesures de bruits
- si besoin par le plan d'action mis en place et du délai de réalisation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois